



C/2025/6238

21.11.2025

**Communication de la Commission**

**Lignes directrices pour la mise en œuvre pratique du point d'accès Safety Business Gateway au titre  
de l'article 27, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/988**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(C/2025/6238)

**TABLE DES MATIÈRES**

**Contenu**

1.	Introduction .....	2
2.	Qu'est-ce que le point d'accès Safety Business Gateway? .....	2
3.	Utilisation obligatoire du point d'accès Safety Business Gateway par les entreprises .....	2
4.	Informations reçues par les autorités de surveillance du marché par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway .....	4
5.	Accès au portail internet Safety Business Gateway .....	5
5.1.	Où accéder au portail internet Safety Business Gateway? .....	5
5.2.	Qui y a accès? .....	5
6.	Régime linguistique applicable .....	5

## 1. Introduction

La présente communication fournit des lignes directrices pour la mise en œuvre pratique du point d'accès Safety Business Gateway et des orientations sur la manière dont les entreprises et les autorités de surveillance du marché peuvent accéder au portail et l'utiliser conformément au règlement relatif à la sécurité générale des produits (RSGP) <sup>(1)</sup>.

La présente communication se veut uniquement un document d'orientation. Seul le texte de la législation de l'Union a force de loi. Toute interprétation de la réglementation faisant autorité doit être tirée du texte du règlement ou directement des décisions de la Cour de justice de l'Union européenne. Les informations contenues dans la présente communication sont de nature générale et ne s'adressent à aucune personne ou entité en particulier.

Ni la Commission européenne ni quiconque agissant en son nom ne sont responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après. Les orientations proposées pourront être modifiées ultérieurement.

## 2. Qu'est-ce que le point d'accès Safety Business Gateway?

Le point d'accès Safety Business Gateway est le portail internet mis à disposition sur le portail Safety Gate, que les entreprises doivent utiliser pour informer les autorités de surveillance du marché des États membres des produits dangereux et des accidents, y compris des mesures ou actions adoptées en pareils cas, comme décrit à l'article 9, paragraphe 8, à l'article 10, paragraphe 2, à l'article 11, paragraphes 2 et 8, à l'article 12, paragraphe 4, à l'article 20 et à l'article 22 du RSGP. Pour respecter leurs obligations de notification, les entreprises doivent impérativement utiliser le point d'accès Safety Business Gateway. Ce dernier peut également être utilisé par les fabricants pour alerter les consommateurs conformément à l'article 9, paragraphe 9, du RSGP.

## 3. Utilisation obligatoire du point d'accès Safety Business Gateway par les entreprises

Les entreprises doivent obligatoirement utiliser le point d'accès Safety Business Gateway dans certaines situations et selon le rôle qu'elles jouent dans la chaîne d'approvisionnement, à savoir selon qu'elles agissent en tant qu'opérateur économique (c'est-à-dire le fabricant, le mandataire, l'importateur, le distributeur et le prestataire de services d'exécution des commandes ou toute autre personne physique ou morale soumise à des obligations en rapport avec la fabrication de produits ou leur mise à disposition sur le marché conformément au RSGP) ou en tant que fournisseur d'une place de marché en ligne.

La communication des notifications exigées par le RSGP par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway est réservée aux opérateurs économiques et aux fournisseurs de places de marché en ligne concernés par le produit faisant l'objet de la notification, sur la base des articles 9, 10, 11, 12 et 22 du RSGP, ou sur la base de l'article 20 dudit règlement en cas d'accident. Par conséquent, aucun autre tiers (par exemple, une entreprise concurrente) ne peut communiquer de notifications par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway.

Les accidents – que les opérateurs économiques sont tenus de notifier en application de l'article 20 du RSGP – se rapportent à des cas liés à l'utilisation d'un produit qui ont entraîné la mort d'une personne ou ont eu des effets néfastes graves sur la santé et la sécurité de celle-ci. Ces effets peuvent être permanents ou temporaires et peuvent inclure des blessures, d'autres dommages corporels, des maladies et des effets chroniques sur la santé <sup>(2)</sup>. L'article 20, paragraphe 1, du RSGP impose l'utilisation du point d'accès Safety Business Gateway pour notifier les accidents quel que soit le produit concerné, y compris lorsque celui-ci est également soumis à la législation d'harmonisation de l'Union telle qu'elle est définie à l'article 3, point 27), du RSGP.

### Fabricants et mandataires

Le RSGP dispose que le fabricant est tenu d'informer les autorités de surveillance du marché lorsqu'il considère ou a des raisons de croire qu'un produit est dangereux [voir l'article 9, paragraphe 8, point c), du RSGP] et d'informer les consommateurs des mesures correctives qui ont été prises [voir l'article 9, paragraphe 8, point b), du RSGP].

<sup>(1)</sup> Règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2023/988/oj>.

<sup>(2)</sup> Voir l'article 20, paragraphe 2, du RSGP.

**Exemple 1.** Le fabricant découvre que le siège pliant qu'il a produit risque de s'effondrer sous le poids de l'utilisateur et de faire tomber et blesser ce dernier. Dans ce cas de figure, l'entreprise doit prendre la ou les mesures correctives nécessaires, en informer les consommateurs et en informer, par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway, les autorités de surveillance du marché.

Cette obligation s'étend également au mandataire, lequel doit informer les autorités nationales compétentes des produits dangereux et des accidents par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway si cela n'a pas déjà été fait par le fabricant [voir l'article 10, paragraphe 2, point c), du RSGP].

En outre, si un fabricant apprend qu'un produit a causé un accident, il doit le notifier par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway (voir l'article 20, paragraphe 1, du RSGP), sans retard injustifié à compter du moment où il a connaissance de l'accident. Si le fabricant n'est pas établi dans l'UE, la personne responsable doit veiller à ce que l'accident soit notifié par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway.

Enfin, les fabricants peuvent utiliser le point d'accès Safety Business Gateway pour alerter les consommateurs de la dangerosité des produits [voir l'article 9, paragraphe 8, point c), et l'article 9, paragraphe 9, du RSGP].

### Importateur

Les importateurs sont tenus de signaler les produits dangereux dans les situations suivantes:

- **produits qui ne sont pas encore mis sur le marché.** Si l'importateur découvre, avant de le mettre sur le marché, qu'un produit est dangereux, il doit en informer le fabricant et veiller à ce que les autorités de surveillance du marché soient informées par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway (voir l'article 11, paragraphe 2, du RSGP). Cela signifie que le fabricant ou l'importateur doit impérativement communiquer cette information par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway;
- **produits qui sont déjà sur le marché.** Si l'importateur considère ou a des raisons de croire qu'un produit qu'il a mis sur le marché est dangereux, il doit immédiatement: i) informer le fabricant [voir l'article 11, paragraphe 8, point a), du RSGP]; ii) s'assurer que les mesures correctives nécessaires soient prises (et les prendre lui-même immédiatement si elles ne l'ont pas été par le fabricant) [voir l'article 11, paragraphe 8, point b), du RSGP]; iii) veiller à ce que les consommateurs en soient immédiatement informés [voir l'article 11, paragraphe 8, point c), du RSGP]; et iv) informer les autorités de surveillance du marché concernées, par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway [voir l'article 11, paragraphe 8, point d), du RSGP];

**Exemple 2.** Une société importe un bougeoir. Après l'avoir mis sur le marché, l'importateur constate que les vis qui maintiennent la bougie peuvent se desserrer et entraîner la chute de la bougie, au risque de provoquer un incendie ou des brûlures. Dans ce cas de figure, l'entreprise doit informer le fabricant du risque constaté concernant le produit et vérifier si ce dernier prend les mesures correctives nécessaires, en informe les consommateurs et en informe, par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway, les autorités de surveillance du marché. Si le fabricant ne prend pas de mesures correctives efficaces, il incombe à l'importateur de le faire.

- **Notification des accidents.** Si l'importateur a connaissance d'un accident causé par un produit qu'il a mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché, il doit en informer le fabricant sans retard injustifié. Ce dernier doit alors notifier l'accident par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway ou charger l'importateur de procéder à la notification. Si le fabricant n'est pas établi dans l'UE, l'importateur doit veiller à ce que l'accident soit notifié (voir l'article 20 du RSGP).

### Personne responsable

Si le fabricant du produit n'est pas établi dans l'UE, la personne responsable au sens de l'article 16, paragraphe 1, du RSGP ou de l'article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) 2019/1020 doit veiller à ce que tout accident dont elle a connaissance soit notifié par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway.

### Distributeur

Les distributeurs sont tenus de prendre des mesures s'ils considèrent qu'un produit est dangereux ou ne satisfait pas aux exigences en matière d'étiquetage et de sécurité énoncées à l'article 9, paragraphes 5, 6 et 7, et à l'article 11, paragraphes 3 et 4, du RSGP. Tel peut être le cas lorsque le produit ne contient pas d'informations permettant de l'identifier ou d'identifier le fabricant et l'importateur, ou d'informations de sécurité ou d'instructions claires. Le distributeur doit veiller à ce que les autorités de surveillance du marché soient immédiatement informées de ces irrégularités par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway [voir l'article 12, paragraphe 4, point c), du RSGP]. Cela signifie que le fabricant ou l'importateur doit communiquer cette information par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway et, que si tel n'est pas le cas, il incombe au distributeur de le faire.

**Exemple 3.** Une société distribue des colliers de dentition pour enfants. Après avoir mis le produit à disposition sur le marché, la société apprend que ces colliers peuvent facilement se briser, libérant des petits éléments. Les enfants âgés de moins de 36 mois pourraient facilement porter ces éléments à la bouche et s'étouffer. Cet exemple illustre un cas dans lequel le distributeur doit veiller à ce que les autorités de surveillance du marché soient informées par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway (soit au moyen d'une notification du fabricant ou de l'importateur, soit par ses soins, si le fabricant ou l'importateur n'a pas procédé à la notification).

S'agissant des accidents, un distributeur qui a connaissance d'un accident causé par un produit qu'il a mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché doit en informer le fabricant sans retard injustifié. Le fabricant peut charger le distributeur de notifier en son nom les accidents liés au produit par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway (voir l'article 20, paragraphe 3, du RSGP).

### Fournisseurs de places de marché en ligne

Les fournisseurs de places de marché en ligne sont eux aussi soumis à des obligations de notification par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway [voir l'article 22, paragraphe 12, points d) et e) ii), du RSGP]. Les fournisseurs de places de marché en ligne doivent signaler aux autorités de surveillance du marché, par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway, les produits dangereux dont ils ont effectivement connaissance et qui ont été proposés sur leurs interfaces en ligne ainsi que tout accident causé par un produit mis à disposition sur leur place de marché dont ils ont été informés et qui a entraîné un risque grave ou un dommage réel pour la santé ou la sécurité d'un consommateur. Ils doivent aussi communiquer sans tarder aux professionnels et opérateurs économiques concernés les informations qu'ils ont reçues sur les accidents ou les problèmes de sécurité, lorsqu'ils savent que le produit en question a été proposé par ces professionnels par l'intermédiaire de leurs interfaces.

**Exemple 4.** Le fournisseur d'une place de marché en ligne est informé par une plainte de consommateurs ou par la presse qu'une poupée en plastique vendue sur sa place de marché contient des substances chimiques qui ne sont pas autorisées dans l'UE et présente un risque pour la santé et la sécurité des consommateurs. Dans ce cas de figure, le fournisseur de la place de marché en ligne doit informer les autorités de surveillance du marché de l'UE et fournir suffisamment de détails sur le risque pour la santé et la sécurité des consommateurs, par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway, et il doit informer en conséquence le professionnel qui a proposé le produit par l'intermédiaire de son interface en ligne.

#### 4. Informations reçues par les autorités de surveillance du marché par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway

Par l'intermédiaire du point d'accès Safety Business Gateway, les autorités de surveillance du marché des États membres de l'UE reçoivent des informations des opérateurs économiques sur les produits dangereux qu'ils ont mis sur le marché ou mis à disposition sur le marché et des informations des fournisseurs de places de marché en ligne sur les produits dangereux qui ont été proposés aux consommateurs de l'UE par l'intermédiaire de leurs interfaces en ligne. Elles reçoivent également des informations sur les accidents causés par des produits mis à disposition sur ces interfaces. Toutes ces informations sont analysées par les autorités de surveillance du marché concernées. Si les autorités nationales constatent qu'un produit est dangereux ou non conforme au RSGP, les autorités nationales de surveillance du marché prennent les mesures appropriées. Si le produit présente un risque grave pour la santé et la sécurité des consommateurs, les autorités nationales sont tenues de le signaler, ainsi que les mesures pertinentes prises, au moyen du système d'alerte rapide Safety Gate. Si le produit présente un risque qui n'est pas un risque grave, les autorités nationales doivent, en tout état de cause, en informer la Commission et peuvent signaler le produit, ainsi que les mesures pertinentes prises, au moyen du même système.

## 5. Accès au portail internet Safety Business Gateway

*En sus des informations mentionnées dans la présente communication, des informations techniques étape par étape sur l'utilisation pratique du point d'accès Safety Business Gateway sont fournies dans le manuel d'utilisation à l'intention des opérateurs économiques et des fournisseurs de places de marché en ligne ainsi que dans le manuel d'utilisation à l'intention des autorités nationales <sup>(3)</sup>. Ces manuels sont disponibles sur le portail Safety Business Gateway <sup>(4)</sup>.*

### 5.1. Où accéder au portail internet Safety Business Gateway?

Vous pouvez accéder au portail internet Safety Business Gateway via la section correspondante du portail Safety Gate.

### 5.2. Qui y a accès?

Les parties suivantes ont accès au portail internet Safety Business Gateway:

#### a) les opérateurs économiques et les fournisseurs de places de marché en ligne

Les opérateurs économiques et les fournisseurs de places de marché en ligne peuvent avoir accès au portail internet Safety Business Gateway en vertu de l'article 27, paragraphe 1, du RSGP. Ils n'ont accès qu'aux informations concernant les notifications qu'ils ont soumises.

Pour accéder au portail internet Safety Business Gateway, ils ont besoin d'un compte EU Login (le service d'authentification obligatoire de la Commission);

#### b) les autorités de surveillance du marché des États membres

Les autorités de surveillance du marché peuvent accéder au portail internet Safety Business Gateway afin d'être informées des notifications soumises par les opérateurs économiques ou les fournisseurs de places de marché en ligne visés au point a). Elles ont besoin d'un identifiant européen (EU login) pour accéder au portail internet Safety Business Gateway. Chaque autorité de surveillance du marché n'a accès qu'aux notifications soumises à l'État membre dont elle relève;

#### c) la Commission européenne

La Commission européenne est l'administrateur du portail internet Safety Business Gateway. Elle autorise les entreprises à publier des informations sur son portail afin d'alerter les consommateurs conformément à l'article 9, paragraphe 9, du RSGP.

## 6. Régime linguistique applicable

Le point d'accès Safety Business Gateway est disponible dans toutes les langues officielles de l'Union européenne, ainsi qu'en islandais et en norvégien.

---

<sup>(3)</sup> Il convient de noter que le manuel d'utilisation à l'intention des autorités nationales n'est accessible qu'aux autorités de surveillance du marché des États membres.

<sup>(4)</sup> Le portail internet Safety Business Gateway est accessible via le portail Safety Gate.